



Communiqué de presse de StopOGM du 11 novembre 2010

Réunion mondiale des accapareurs de terres agricoles à Genève.

Le 9 et 10 novembre s'est tenu à l'Hôtel Intercontinental de Genève une conférence pour promouvoir les stratégies en investissement agricole (Global AGInvesting Europe 2010). En ayant recours à l'accaparement des terres les Etats et/ou les investisseurs bafouent le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire et les droits humains des populations touchées. Pour StopOGM et toutes les autres organisations de la société civile présentes à la manifestation, les accapareurs de terres n'ont leur place ni à Genève ni ailleurs.

La majorité de la population des pays en voie de développement sont des petits agriculteurs et dépendent directement de l'accès à la terre pour pratiquer une agriculture traditionnelle qui fait vivre aujourd'hui la plus grande partie de la planète. La terre est essentielle à la subsistance, à la sécurité alimentaire et à l'identité de milliards de personnes.

Depuis quelques années, certains Etats et des groupes d'investisseurs privés louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares agricoles en Asie, Afrique ou Amérique latine afin de produire des agro-carburants ou de la nourriture destinée à être exportée aux pays acheteurs. Depuis 2006, cette surface correspond à la surface combinée des terres arables françaises, anglaises, allemandes et italiennes. Rien qu'en 2009 ce n'est pas moins que 49 fois la surface agricole de la Suisse qui a été louée ou vendue (49 mio ha). En Suisse se sont surtout des banques (UBS, Crédit Suisse, Sarasin, Pictet) et des fonds d'investissement (GlobalAgricap, GAIA WorldAgri, Addax Bionergy) qui sont impliqués dans ces projets d'accaparement des terres.

Ces-derniers exacerbent le problème de la faim. Un grand nombre de paysans sont expulsés de leur terre qui est leur seul moyen de subsistance. Les terres accaparées et exploitées intensivement et mécaniquement n'offrent que peu de possibilité d'emploi. Il s'ensuit une migration rurale accompagnée d'une pauvreté extrême puis l'entassement dans des villes déjà comble de misère.

D'un point de vue environnemental le bilan est catastrophique : réduction drastique de la biodiversité et perte des espèces locales aux profits de la culture de clones souvent transgéniques accompagnée d'une culture intensive des terres qui les épuisent systématiquement. Ce système basé sur la génération de profits à court terme génère des dettes écologiques sans précédent dont le prix sera payé par les générations futures. Les juteux profits générés au détriment de la fertilité du sol, un capital environnemental qui appartient à tous, sont privatisés.

Alors que les experts sont unanimes sur le fait que ces pratiques ne représentent nullement une solution pour répondre aux objectifs de réduction de la pauvreté, de la faim et pour faire face aux défis agricoles qui viennent (IAASTD, www.agassessment.org), de telles réunions continuent d'avoir lieu avec le soutien policier de nos autorités. Aujourd'hui Genève et à travers elle la Suisse tout entière doit avoir honte.

L'accaparement des terres, la spéculation sur les matières premières alimentaires et la terre ainsi que l'exploitation non durable du capital environnemental doivent cesser et être interdits. Les terres accaparées doivent être redistribuées aux paysans et être utilisées pour produire durablement et en quantité suffisante une nourriture qui correspond aux traditions des communautés locales.

Pour aller plus loin :

<http://farmlandgrab.org/>

<http://www.grain.org/>

Contact :

Luigi D'Andrea // Chargé d'affaires de la coordination // 077 400 70 43
www.stopogm.ch